



# AFRICA CENTER FOR STRATEGIC STUDIES

## PROGRAMME POUR LES LEADERS ÉMERGENTS DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ JUN 2024

### BIOGRAPHIES

#### Leadership

**Mme Amanda Dory** est directrice du Centre d'études stratégiques de l'Afrique, situé à la National Defense University à Washington, DC. Avant cette nomination, elle occupait le poste de Premier sous-secrétaire adjoint de la défense pour les affaires de sécurité indo-pacifique. Mme Dory est une membre permanente du Service des Cadres principaux.

Mme Dory a occupé plusieurs postes de direction au sein du bureau du secrétaire de la défense pour la politique, notamment en tant que sous-secrétaire de la défense par intérim pour la politique, secrétaire adjoint à la défense pour les affaires africaines, secrétaire adjoint à la défense pour la stratégie et secrétaire adjoint à la défense par intérim pour les plans et la posture. Elle a également fait partie du corps enseignant de l'École nationale supérieure de guerre et a été vice-doyenne chargée de la sensibilisation.

Elle est diplômée de la School of Foreign Service de l'université de Georgetown et a obtenu un master en économie internationale et en études africaines à la « Johns Hopkins School of Advanced International Studies ». Elle est membre du Conseil des relations extérieures.

Le **colonel (retraité) Daniel Hampton** est directeur adjoint du Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Il apporte plus de 25 ans d'expérience dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique et de la stratégie de défense des États-Unis en Afrique. En tant que professeur de pratique en études de sécurité, il supervise l'élaboration des programmes d'études et la gestion des programmes dans les domaines du renforcement des capacités institutionnelles et de la coopération civilo-militaire.

Au cours de ses 30 ans de carrière militaire, le colonel (retraité) Hampton a occupé plusieurs postes sur le continent africain, notamment en tant que haut fonctionnaire de la défense des États-Unis auprès de la République d'Afrique du Sud et attaché de défense des États-Unis auprès du Royaume d'Eswatini, du Malawi, du Lesotho et du Zimbabwe. Il a également été conseiller politique du Chef d'État-major des armées pour la région de la Corne de l'Afrique. Dans le cadre de la mission de formation de l'OTAN en Afghanistan, le colonel Hampton a commandé le Commandement de soutien régional Sud, responsable de la formation institutionnelle, de l'équipement et de l'approvisionnement de toutes les forces de l'armée et de la police afghanes dans le sud de l'Afghanistan.

Le colonel (retraité) Hampton est diplômé de la « United States Army Command and Staff College », de la « Zimbabwe Staff College et de la » Defense Language Institute « (français). Il est titulaire d'une maîtrise en études africaines de l'université de l'Illinois, d'une maîtrise en études stratégiques de la » U.S. Army War College « et d'une licence en histoire de la Wake Forest University ».

**Le Dr Assis Malaquias** est le doyen du Centre d'études stratégiques de l'Afrique, où il supervise le développement des programmes d'études. Il s'agit notamment de lignes d'effort pour l'amélioration du professionnalisme militaire ; la lutte contre la Criminalité transnationale organisée ; la lutte contre l'extrémisme violent et la lutte contre le terrorisme ; la sensibilisation au cyberdomaine, la cybersécurité et l'information/désinformation ; la sûreté et la sécurité maritimes ; l'élaboration de stratégies de sécurité nationale ; les opérations de soutien de la paix et la réponse aux crises ; et l'État de droit et la gouvernance du secteur de la sécurité.

Avant de rejoindre le CESA, le Dr Malaquias était professeur et chef du département des études mondiales et des affaires maritimes à la « California State University Maritime Academy ». Les précédents postes qu'a occupé le Dr Malaquias sont entre autres : Professeur et président de l'économie de la défense et de la gestion des ressources au Centre d'études stratégiques de l'Afrique ; vice-doyen chargé des études internationales et interculturelles et professeur de gouvernement à la St. Lawrence University ; maître des conférences hors-classe d'études politiques à la « Western Cape University » en Afrique du Sud ; et professeur invité à la « Stellenbosch University » en Afrique du Sud.

Le Dr Malaquias est titulaire d'une maîtrise en économie et d'un doctorat en sciences politiques de la « Dalhousie University », au Canada.

**Le Dr Daisy Muibu** est professeure adjointe d'études de sécurité au Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Ses travaux portent sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, ainsi que sur la gouvernance du secteur de la sécurité dans les États touchés par un conflit. Elle est chargée de diriger le portefeuille de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme ainsi que celui de la lutte contre la criminalité transnationale organisée au Centre d'études stratégiques de l'Afrique.

Avant de rejoindre le CESA, le Dr Muibu était chargée de recherche à la « Harvard T.H. Chan School of Public Health » et Maître de conférence au département de criminologie et de justice pénale de l'Université d'Alabama. Son travail sur l'influence des combattants étrangers sur les groupes armés et sur la réforme du secteur de la sécurité dans les régions touchées par les conflits l'a amenée à travailler sur le terrain en Somalie et au Kenya, où elle a mené des enquêtes et des entretiens auprès des communautés. Ses travaux ont été publiés dans des revues universitaires telles que « Dynamics of Asymmetric Conflict », « South African Journal of International Affairs », « The Journal of the Middle East and Africa, Conflict, Security and Development », « Journal of Policing, Intelligence and Counter Terrorism, et le Combating Terrorism Center ». Le Dr Muibu a également bénéficié de plusieurs bourses de recherche, notamment dans le cadre de la « National Counterterrorism Innovation, Technology, and Education » (NCITE), de l'Initiative des Nations unies pour la paix et la réconciliation en Somalie, de l'« Association for the Study of The Middle East and Africa » et de l'Université d'Alabama.

Le Dr Muibu est titulaire d'un doctorat en justice, droit et criminologie de l'Université américaine de Washington D.C. (2020), d'un master en renseignement et sécurité internationale de la « King's

College» de Londres (2015) et d'une licence en relations internationales de l'Université internationale des États-Unis d'Amérique – Afrique (2014).

## **Formateurs**

**Dre Catherine Lena Kelly** est vice doyenne des affaires académiques et professeure de justice et d'état de droit au Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Ses travaux portent sur les partis politiques et la démocratisation, l'état de droit et la gouvernance du secteur de la sécurité, ainsi que sur la criminalité transnationale organisée. Elle est Chargée de programme de l'état de droit et de la gouvernance du secteur de la sécurité, ainsi que du portefeuille de la lutte contre la criminalité transnationale organisée.

Auparavant, Dre Kelly était conseillère au sein de la division de la recherche, de l'évaluation et de l'apprentissage de l'« American Bar Association Rule of Law Initiative », où son travail sur la formation judiciaire et l'autonomisation juridique à la base l'a conduite au Burundi, en RCA, en RDC, au Mali, en Mauritanie, au Maroc, en République du Congo et au Rwanda, où elle a travaillé avec divers fonctionnaires judiciaires nationaux et locaux, des assistants juridiques et la société civile. Parlant couramment le français, Dr. Kelly a également conçu et donné des cours sur l'Afrique contemporaine en tant que boursière postdoctorale à l'université de Washington à St. Louis, et sur l'Afrique de l'Ouest et les études régionales la « Foreign Service Institute » du département d'État américain. Dr. Kelly a obtenu des bourses de Fulbright, du Conseil américain des sociétés savantes, de l'Association de recherche sur l'Afrique de l'Ouest, de l'Université de Harvard et du programme de langues étrangères et d'études régionales du gouvernement américain pour la langue wolof. Son livre, « Party Proliferation and Political Contestation in Africa : Senegal in Comparative Perspective » (Palgrave Macmillan, 2020), est basé sur 18 mois de recherche au Sénégal. Ses travaux ont été publiés dans « African Security », « Journal of Democracy », « Comparative Politics », « The Washington Post », « Democracy in Africa », de nombreux volumes rédigés et des livres blancs de l'American Bar Association.

Dr. Kelly est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en administration de l'Université de Harvard, d'un certificat d'études supérieures en politique internationale de l'Université libre de Bruxelles et d'une licence avec mention très bien de l'Université de Washington à St Louis. Elle est membre du Conseil des relations extérieures.

**Ifesinachi Okafor-Yarwood** est chargé de cours en développement durable à l'école de géographie et de développement durable de l'université de St. Andrews en Écosse. Son travail vise à faire progresser la compréhension transdisciplinaire de la durabilité, de la gouvernance et de la sécurité des océans. Forte d'une vaste expérience en matière de recherche sur le terrain impliquant des acteurs maritimes stratégiques et des communautés d'Afrique occidentale et centrale, Mme Okafor-Yarwood a contribué à la rédaction de rapports de haut niveau et a été consultée par des entités nationales, régionales et mondiales. Elle a publié de nombreux ouvrages sur l'économie bleue, la gouvernance de la pêche, la sécurité maritime et la délimitation des frontières maritimes.

En tant que boursier PEW Marine 2023, le Dr Okafor-Yarwood étudie l'intégration des connaissances écologiques historiques avec les connaissances scientifiques pour des moyens de

subsistance équitables dans le secteur de la pêche en Afrique de l'Ouest. Elle est titulaire d'un doctorat en leadership, sécurité et développement, d'un master en conflit, sécurité et développement de la King's College de Londres (Royaume-Uni), d'une licence en relations internationales, études sur la paix et les conflits, et d'un diplôme préparatoire en droit de la London Metropolitan University, Londres (Royaume-Uni).

**Dr Nate Allen** est maître de conférence au Centre d'études stratégiques de l'Afrique et il supervise les programmes universitaires relatifs aux questions cybernétiques et les opérations de paix. L'expertise du Dr Allen comprend les questions cybernétiques, les technologies émergentes, les relations civilo-militaires et les partenariats de sécurité régionale en Afrique.

Auparavant, le Dr Allen était un conseiller politique au sein de la « Task Force on Extremism in Fragile States » de l'Institut américain pour la paix (USIP). Il a également travaillé au Département d'État américain, à la Chambre des représentants et en tant qu'analyste de recherche à la « NORC de l'Université de Chicago ». Les travaux du Dr Allen ont été publiés dans un large éventail de publications politiques de premier plan et de publications évaluées par des pairs, notamment *Armed Forces and Society*, *The Washington Quarterly*, *Democratization*, *Orbis*, *War on the Rocks*, *The Washington Post* et *Foreign Affairs*. Il a bénéficié de bourses de l'American University, de la Robertson Family Foundation et de l'USIP, où il était théoricien de la paix de 2016-2017. Il est actuellement chargé de recherche à l'université de Stellenbosch en Afrique du Sud et membre de la Council on Foreign Relations.

Le Dr Allen est titulaire d'un doctorat en relations internationales et en études africaines de l'École des hautes études internationales de l'Université Johns Hopkins, d'un master de l'École des affaires publiques et internationales de l'Université de Princeton et d'une licence de la Swarthmore College.

**Dre Martha Mutisi** est une universitaire et une praticienne qui a plus de 15 ans d'expérience dans le domaine de la paix, de la sécurité, de la gouvernance, de la gestion des conflits, des affaires politiques, de l'alerte précoce, de l'égalité des sexes, de l'autonomisation des jeunes et des questions de développement. Elle est actuellement spécialiste de programme principale au sein du domaine de programme Gouvernance démocratique et inclusive (DIG) du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), au bureau régional de l'Afrique orientale et australe (ESARO). Son rôle consiste notamment à superviser des projets de recherche axés sur la promotion de l'engagement civique et de la responsabilité démocratique. Elle dirige également les portefeuilles « Femmes, paix et sécurité » et « Jeunesse, paix et sécurité ».

Avant de rejoindre le CRDI, Dre Mutisi a travaillé pour ONU Femmes (bureau national du Zimbabwe) en tant que spécialiste de programme sur le genre, la paix et la sécurité, ainsi qu'en tant que chercheur principal et gestionnaire du département des interventions au Centre africain pour la résolution constructive des conflits (ACCORD).

Lauréat de plusieurs bourses, dont la bourse Fulbright, la bourse Harry Garry Frank Guggenheim et la bourse Josh Weston, la Dre Mutisi s'intéresse également à l'analyse des conflits, à l'alerte précoce, aux processus de paix, aux accords de paix, à la médiation et à la négociation, aux élections, à la gouvernance et à la démocratisation, ainsi qu'à la politique, à la programmation et à la formation.

La Dre Mutisi a beaucoup travaillé avec l'Union africaine, les communautés économiques régionales/mécanismes régionaux (CER/MR) tels que la Communauté de développement de

l'Afrique australe (CDAA), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA). Dre Mutisi a une connaissance approfondie de l'architecture africaine de paix et de sécurité (APSA), de l'architecture de gouvernance africaine (AGA).

En outre, la Dre Mutisi organise des formations pour les missions multidimensionnelles et intégrées des Nations unies, de l'UA et de l'OSP de la CDAA. Elle a été personne-ressource/animatrice à l'Institut d'études sur la paix et la sécurité (IPSS), basé à Addis-Abeba, en Éthiopie ; au Centre international de formation au soutien de la paix (IPSTC), basé à Nairobi, au Kenya ; au Centre régional de formation au maintien de la paix de la CDAA (CDAA RPTC), basé à Harare, au Zimbabwe et à la Force de réserve de l'Afrique de l'Est (EASF), entre autres.

**Dr. Joel Amegboh** est maître de conférence en études de sécurité africaine. Il est chargé de superviser la programmation académique du CESA sur le développement de stratégies de sécurité nationale et sur la jeunesse, la paix et la sécurité, et d'intégrer ces considérations dans la recherche et la diffusion du Centre.

Avant de rejoindre le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, le Dr. Amegboh a travaillé pour plusieurs agences et départements des Nations unies, notamment la Division de la sensibilisation à l'éducation du Département de l'information (DPI) et l'équipe opérationnelle intégrée du Mali, située dans le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix. Au CESA, ses recherches portent sur les paradigmes de la consolidation de la paix en Afrique, le rôle des jeunes dans la consolidation de la paix et la résolution des conflits, la sécurité humaine, le lien entre sécurité, développement et gouvernance.

Le Dr Amegboh est titulaire d'un doctorat en analyse et résolution des conflits de la « Jimmy and Rosalynn Carter School for Peace and Conflict Resolution » de l'université George Mason, d'une maîtrise en études sur le développement mondial et la paix et d'une licence en économie politique internationale et en diplomatie de l'université de Bridgeport, dans le Connecticut. Il est membre du Conseil des relations extérieures.

**Le Dr Anouar Boukhars** est professeur de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent au Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Il travaille en étroite collaboration avec les responsables gouvernementaux et non gouvernementaux du secteur de la sécurité en Afrique sur l'élaboration et la mise en œuvre d'activités et de programmes liés à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Ses recherches portent sur les dynamiques de radicalisation et d'extrémisme violent en Afrique.

Avant de rejoindre le CESA, le Dr Boukhars était chargé de mission non résident dans le cadre du programme pour le Moyen-Orient à la « Carnegie Endowment for International Peace » et professeur associé de relations internationales au McDaniel College. Il a fait partie de plusieurs conseils et comités consultatifs sur le Sahel et l'Afrique du Nord, notamment du Réseau africain de consolidation de la paix au Conseil de recherche en sciences sociales. D'août 2015 à juillet 2017, le Dr Boukhars a travaillé à l'Institut d'études sur la paix et la sécurité à Addis-Abeba, en Éthiopie, en tant que facilitateur principal de son programme principal, l'« Executive Masters in Managing Peace and Security in Africa ». Ses recherches ont été publiées dans de nombreuses publications politiques et revues universitaires de premier plan. Il effectue régulièrement des travaux de

terrain en Afrique et consulte fréquemment pour l'Union africaine, la Banque mondiale, les Nations unies, le département d'État américain et les gouvernements européens.

Le Dr Boukhars est titulaire d'un doctorat en études internationales de l'Old Dominion University de Norfolk, en Virginie, d'un master en sciences humaines appliquées de l'Université Al Akhaweyn d'Ifrane, au Maroc, et d'une licence en littérature anglaise de l'Université Ibn Tofail de Kenitra, au Maroc.

**Le capitaine Paulo Afonso** est le haut représentant du Portugal au Centre d'études stratégiques de l'Afrique.

Le capitaine Afonso a rejoint la marine portugaise en 1987 et a terminé le cours naval à l'Académie navale portugaise en 1992. Il a été le Commandant en chef du patrouilleur « Rovuma » (1992-1994), l'officier de navigation du navire de ravitaillement portugais « Berrio » (1994-1998) et de la frégate portugaise « Vasco da Gama » (1998-2001), où il a fait partie de la Force internationale pour le Timor oriental (INTERFET) (1999-2000). Il a été professeur de leadership à l'École navale portugaise (2001-2006), à l'Université militaire portugaise (2006-2010) et à l'École navale portugaise (2010-2012). Il a travaillé en tant que maître de port adjoint du port de Leixoes (2012-2015).

Le capitaine Afonso a participé à plusieurs projets de coopération militaire avec des pays africains : Conseiller technique du projet maritime portugais à l'Académie navale d'Angola (2016-2018) ; Conseiller technique du projet militaire portugais à l'Académie militaire du Mozambique (2020). Entre juin 2020 et février 2021, il a été officier d'état-major de la marine portugaise. Entre février 2021 et août 2022, il a été directeur technique de la Direction générale de l'autorité maritime.

Le capitaine Afonso est titulaire un master en comportement organisationnel de l'Institut de psychologie appliquée de Lisbonne. Il a terminé le cours de l'École de guerre navale, l'« Instituto Superior Naval de Guerra ».

## **Panélistes**

L'**ambassadrice (Dre) Monica Juma** est conseillère à la sécurité nationale auprès du président de la République du Kenya.

Avant d'être nommée conseillère à la sécurité nationale, la Dre Juma a été secrétaire de cabinet dans cinq ministères stratégiques de la République du Kenya, à savoir le ministère de l'énergie, le ministère de la défense, le ministère des affaires étrangères et le ministère par intérim du pétrole et des mines. Elle a également occupé le poste de secrétaire principal au sein de la triade de sécurité : Défense, Intérieur et Affaires étrangères.

L'ambassadeur (Dr.) Juma a accédé à la fonction de haut responsable du gouvernement après avoir été ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Kenya en Éthiopie et à Djibouti, et représentant permanent du Kenya auprès de l'Union africaine, de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et de la Commission économiques des Nations unies pour l'Afrique (CEA). L'engagement du Kenya en tant que pays contributeur de

troupes à la mission africaine en Somalie (AMISOM) a été l'un des principaux efforts déployés au cours de cette période.

Elle a rejoint le gouvernement avec une expérience approfondie de la recherche et de l'analyse des politiques, acquise en travaillant pour diverses cellules de réflexion continentales et internationales, notamment l'Académie internationale pour la paix, SaferAfrica et l'African Institute of South Africa. Elle a également fait partie du groupe de haut niveau du secrétaire général des Nations unies sur le financement des missions de maintien de la paix dirigées par l'Union africaine et mandatées par le Conseil de sécurité des Nations unies (connu sous le nom de rapport Prodi 2008), et a été consultée par de nombreuses agences des Nations unies, l'Union africaine et ses agences, en particulier le NEPAD, sur des questions de sécurité, de paix, de gouvernance et de développement.

Ambassadrice (Dre) Juma est la marraine de l'Athena Mentorship program qui renforce les compétences professionnelles des femmes et des hommes occupant des postes de direction stratégiques dans tous ses domaines d'expertise.

L'ambassadrice (Dre) Juma a de solides références académiques, puisqu'il a été chargé de cours au département du gouvernement et de l'administration publique et directrice de recherche au centre d'études sur les réfugiés, tous deux à l'université Moi, à Eldoret. Elle a commencé son expérience professionnelle en tant qu'analyste de gestion au sein du département de la gestion du personnel du bureau du président, où elle s'est concentrée sur le développement organisationnel au sein de la fonction publique.

L'Ambassadrice (Dre) Monica Juma a publié de nombreux ouvrages sur la sécurité et la paix. Elle est titulaire d'une licence et d'un master en gouvernement et administration publique de l'université de Nairobi, d'un certificat d'études sur les réfugiés et d'un doctorat en politique de l'université d'Oxford.

Le **général Birame Diop** a récemment été nommé chef d'état-major de l'armée de l'air sénégalaise. Auparavant, il était conseiller militaire au département des opérations de paix des Nations unies, nommé à ce poste par le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, le 25 mai 2021. Le Général Diop a plus de 30 ans d'expérience militaire et a été chef d'état-major des forces armées sénégalaises. Avant cette nomination, il a été conseiller à la sécurité nationale auprès du président du Sénégal. Le général Diop a également été chef d'état-major et chef d'état-major adjoint de l'armée de l'air sénégalaise. Il a accumulé un total de 7 000 heures de vol en tant que pilote dans l'armée de l'air sénégalaise.

Le général Diop a étudié à l'Académie royale de l'air du Maroc, à l'Université de Californie du Sud, à l'Université de l'air de l'Alabama et au Collège Inter Armées de Paris. Le Général Diop est un universitaire et un praticien qui a travaillé pendant de nombreuses années avec le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), en tant qu'animateur et conférencier dans un large éventail de séminaires. Il a été chercheur à la National Endowment for Democracy et au Woodrow Wilson Center, où il a mené des recherches sur la réforme du secteur de la sécurité en Afrique subsaharienne. Le Général Diop a publié plusieurs articles sur les capacités de transport aérien stratégique, la réforme du secteur de la sécurité, les relations entre le secteur civil et le secteur de la sécurité en Afrique subsaharienne et la sécurité nationale et le droit à l'information (NSRI). Il

est doctorant en diplomatie et relations internationales au Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Dakar, au Sénégal.

Le Général Diop a inventé une approche locale de la gestion de la sécurité des frontières, basée sur la population locale. Il a également travaillé avec le Commandement américain pour l'Afrique et le CESA pour créer un réseau de conseillers africains à la sécurité nationale des 15 États membres de la CEDEAO. En outre, il a facilité l'élaboration de stratégies de sécurité nationale en Afrique grâce au soutien de l'AFRICOM et du CESA. Il a également beaucoup travaillé sur la dimension de genre dans la réforme de la sécurité en Afrique. Enfin, le général Diop a beaucoup œuvré à la professionnalisation des armées africaines.

**Son Excellence Fatima K. Mohammed** est la cheffe de mission de l'UA auprès des Nations unies. Son mandat consiste à représenter l'UA auprès des Nations unies ainsi qu'à développer et à maintenir des relations constructives et productives entre l'UA et les États membres à New York. Avant sa nomination, elle était conseillère spéciale principale auprès de la Commission de la CEDEAO. Sa carrière s'étend sur plus de 2 décennies et se concentre sur la paix, la sécurité, le développement socio-économique, l'intégration régionale, le développement organisationnel et la gestion de projets, tant dans le secteur public que dans le secteur privé. Sa formation universitaire porte sur la paix, la sécurité, le développement et la transformation des conflits (Université d'Innsbruck), la gestion responsable et le développement économique durable (Université des Nations unies pour la paix, Costa Rica), et la communication d'entreprise (Université européenne, Suisse). Elle est également titulaire d'un diplôme en design de l'environnement (ABU, Zaria, Nigeria). Elle est également la fondatrice du projet LikeMinds, une organisation à but non lucratif qui travaille avec les communautés vulnérables au Nigeria. Elle est titulaire d'une bourse Eisenhower et a reçu le prix ExxonMobil. Distinguished Fellow Award en 2017.

**M. Carlos Monteiro Reis** est chef du bureau de programme du Bureau des Nations unies sur la lutte contre le terrorisme (UNOCT) à Rabat. L'UNOCT assure la direction, la coordination et le renforcement des capacités des États membres conformément aux mandats donnés par l'Assemblée générale des Nations unies et le Conseil de sécurité pour prévenir et contrer le terrorisme et l'extrémisme violent dans le monde entier.

**L'ambassadeur, Général de division, Mpho Mophuting** a rejoint les forces de défense du Botswana en tant qu'élève officier en 1988 et a été promu sous-lieutenant en 1989. Il a passé le début de sa carrière comme instructeur à l'École militaire. Il a servi les forces de défense du Botswana sans interruption pendant 35 ans aux niveaux du commandement, de l'état-major et de l'instruction jusqu'à sa promotion au grade de général de division en 2016, avant son redéploiement au poste d'ambassadeur résident au ministère des affaires étrangères le 1er septembre 2023.

Mpho Mophuting, depuis son engagement en tant que sous-lieutenant en 1989, a également servi la BDF à divers titres en tant qu'officier de liaison, délégué en chef et délégué dans diverses missions à l'intérieur et à l'extérieur du Botswana. Parmi les diverses fonctions qu'il a occupées, on peut citer : vice-président de la commission du sport du Conseil international du sport militaire (CISM) pendant 8 ans, secrétaire exécutif permanent du bureau de liaison du CISM pour



l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe pendant 3 ans, membre du conseil d'administration du Centre africain d'études stratégiques de l'Afrique (section du Botswana), assistant chargé de cours à la National Defense University des États-Unis (CESA), pour n'en citer que celles-là. Mpho Mophuting a été nommée par Son Excellence, le Président de la République du Botswana, Dr. Mokgweetsi Eric Keabetswe Masisi, pour mettre en place et diriger le Centre national d'opérations d'urgence (NEOC) COVID-19 en mars 2020 en réponse au fléau actuel du COVID-19. Il a occupé le poste de coordinateur du NEOC pendant un an et l'a quitté lorsqu'il a été nommé commandant adjoint en février 2021.

Il a suivi tous les programmes de formation militaire professionnelle correspondant à sa spécialisation militaire (MOS) dans l'infanterie. Parmi les cours qu'il a suivis au Botswana et à l'étranger, on peut citer : le cours d'instructeur principal des officiers d'infanterie (organisé par la British Military Advisory Team [BMAT]), le cours de commandant de section (organisé par la BMAT), le cours militaire avancé de chute libre (organisé par Chute Systems & Special Forces), le cours de commandant de compagnie (ETP), le cours de commandant de bataillon et de brigade (Nanjing Army Command College-CHINA), le cours de commandement et d'état-major supérieur (Tanzanie), le cours de hauts responsables de mission des Nations unies (Kenya), Cours de leadership stratégique et bien d'autres encore. Il est diplômé de la National Defense University des États-Unis, à Washington, D.C.

Mpho Mophuting est a des distinctions suivantes : Duty Code Order (DCO), Pearl Jubilee Medal (PJM), Distinguished Service Medal (DSM), CISM Officer Medal (COM) et Order of the Knight of CISM (CKM). Il est également le premier lauréat mondial du prix Carlton W. Fulford décerné par la National Defense University des États-Unis (Centre d'études stratégiques de l'Afrique) en août 2006. Il est titulaire d'une licence ès Lettres, d'un Master ès lettres, d'un Master ès Science et d'un Master en administration des affaires.

**Dr Luka Biong Deng Kuol** est maître de conférence au Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), National Defense University, Washington, et consultant principal auprès de la Sudd Institut, une cellule de réflexion national de premier plan au Soudan du Sud. Il est maître de conférence à l'Institut d'études sur la paix, le développement et la sécurité de l'université de Juba, au Soudan du Sud, membre de la Rift Valley Institute et conseiller principal non résident pour la Corne de l'Afrique auprès de l'Institut des États-Unis pour la paix (USIP), à Washington. Il est affilié à diverses institutions et organisations, notamment en tant que membre de l'Réseau africain pour le secteur de la sécurité (RASS), Ghana, membre du comité consultatif d'experts du projet ENACT sur la criminalité transnationale organisée, Institut d'études de sécurité (ISS), Afrique du Sud, membre du groupe d'experts mondial sur la résolution des conflits et la consolidation de la paix, Bundeskanzler-Helmut-Schmidt-Stiftung (BKHS) et Friedrich-Ebert-Stiftung(FES), Allemagne, et membre du groupe d'experts mondial sur les priorités en matière de sécurité et les dépenses publiques, Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), New York, États-Unis. Il est également membre du conseil d'administration de la Windle Trust International, basée au Royaume-Uni. Il fait également partie du comité de rédaction du Disasters Journal, revue réputée et évaluée par les pairs, de l'Overseas Development Institute (ODI), au Royaume-Uni.

Il a été professeur d'études de sécurité et doyen de la faculté et des affaires académiques au Centre d'études stratégiques de l'Afrique de la National Defense University, à Washington. Avant de rejoindre le CESA, M. Kuol a été directeur de l'ancien Centre d'études sur la paix et le développement de l'université de Juba, au Soudan du Sud. Il a également été membre du corps enseignant de la faculté d'économie et de développement rural de l'université de Gezira, au Soudan. Il a été chercheur résident au Carr Center for Human Rights Policy de la Harvard Kennedy School (États-Unis), chercheur invité à l'Institute of Development Studies (IDS) de l'université du Sussex (Royaume-Uni) et ancien boursier mondial à l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo (PRIO) (Norvège). Il a été ministre des affaires présidentielles pour le gouvernement du Soudan du Sud et Ministre chargé des Affaires du Conseil des ministres pour la République du Soudan. Il a également travaillé en qualité d'économiste principal pour la Banque mondiale dans ce qui était alors le Soudan du Sud. Il est le fondateur du New Sudan Center for Statistics et de l'évaluation du Soudan, devenu le Bureau des statistiques du Soudan du Sud.

Il a publié des articles scientifiques dans un grand nombre de revues internationales prestigieuses et a contribué à l'évaluation par les pairs de nombreux chapitres dans divers ouvrages. Il a également été réviseur pour plus de quinze revues renommées d'Évaluation par des pairs. Il est co-éditeur d'un livre intitulé « *The Struggle for South Sudan : Challenges of Security and State Formation* ». Il est titulaire d'une licence en sciences (avec mention) de la faculté d'économie et d'études sociales de l'université de Khartoum, au Soudan, d'une maîtrise en économie et d'une maîtrise en administration des affaires de l'université catholique de Louvain, en Belgique, et d'un doctorat en philosophie de l'institut d'études sur développement (IDS) de l'université du Sussex, au Royaume-Uni.

Le **colonel Sean McClure** est un officier des forces spéciales de l'armée américaine et un officier de zone étrangère pour l'Afrique subsaharienne. Avant de devenir officier de zone étrangère, il a occupé divers postes de commandement et d'état-major au sein d'unités d'opérations spéciales, avec de multiples déploiements au Kosovo et en Irak. En tant qu'officier des affaires étrangères, il a été chef de l'équipe Afrique pour le programme international de lutte contre la prolifération de la « Defense Threat Reduction Agency », chef des bureaux de coopération en matière de sécurité au Soudan du Sud et au Nigeria pour le Commandement des États-Unis pour l'Afrique, et chef adjoint de la division Moyen-Orient de la « Missile Defense Agency ». Sa dernière affectation a été celle de directeur du groupe d'assistance de l'armée – Somalie.

Il est titulaire d'un master en relations internationales de l'université de Troy, d'un master en analyse de défense de la « Naval Postgraduate School » et d'un master en études stratégiques de la « United States Army War College ».

Il est actuellement conseiller militaire principal au Centre d'études stratégiques de l'Afrique, où il est directeur de programme du portefeuille du professionnalisme militaire et soutient le portefeuille de lutte contre le terrorisme.

**Dr Paul D. Williams** est professeur à l'Elliott School of International Affairs de l'université George Washington et directeur du programme de master en études de politique de sécurité. Avant de rejoindre l'Elliott School en 2006, M. Williams était membre du corps enseignant de l'université de Birmingham et de l'université de Warwick au Royaume-Uni. Tout en travaillant comme consultant et expert en la matière pour divers gouvernements, organisations

internationales et entreprises, Dr. Williams a été conseiller principal non résident à l'Institut international de la paix (2011-19), où il a géré le projet «Providing for Peacekeeping» (financement du maintien de la paix). De 2014 et 2015, il a été chercheur à la « Woodrow Wilson Center for International Scholars » et, de 2011 à 2014, il a été professeur invité à l'Institut d'études sur la paix et la sécurité de l'université d'Addis-Abeba, en Éthiopie. Il a également été chercheur invité à l'université de Georgetown et à l'université du Queensland. Ses recherches portent sur la politique et l'efficacité des opérations de paix contemporaines, la dynamique de la guerre en Afrique et les nouvelles menaces à la sécurité.

**Dr Clionadh Raleigh** est professeur de géographie politique et de conflits à l'université du Sussex. Auparavant, elle a été chargée de cours au département de sciences politiques du Trinity College, à Dublin, et chercheur externe à l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo (PRIO). Elle est géographe politique et ses travaux portent principalement sur les conflits, la gouvernance et les conséquences sociales du changement climatique en Afrique subsaharienne. Le Dr Raleigh dirige le projet ACLED (Armed Conflict Location and Event Data), qui suit les différents conflits locaux dans cinquante pays. Ses travaux actuels portent sur les schémas de conflit, l'intervention gouvernementale et les schémas de sécheresse dans la ceinture du Sahel, et sont publiés dans des revues telles que « Political Geography ». Dre Raleigh a obtenu un doctorat en géographie à l'université du Colorado à Boulder. Raleigh a fondé ACLED en 2005 dans le cadre de ses travaux de doctorat. Il s'agit aujourd'hui d'une ONG indépendante qui emploie 200 personnes et qui recueille et analyse des informations sur la violence politique et les manifestations dans le monde entier.

**M. Martin Ewi** est le coordinateur technique/ROCO du projet ENACT à l'« Institut d'études de sécurité » (ISS), où il était auparavant chercheur principal sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, et chef de projet pour le projet de renforcement des capacités de lutte contre le terrorisme de l'ISS pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Il a également été chargé des affaires politiques à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, basée à La Haye. Avant de rejoindre l'OIAC, M. Ewi était responsable du programme de lutte contre le terrorisme de la Commission de l'Union africaine et des affaires de contrôle des armes et de désarmement à Addis-Abeba.

M. Ewi est un expert politique de haut niveau qui possède une vaste expérience de la recherche et de la rédaction de documents juridiques sur les questions de sécurité et de stratégie en Afrique, sur une période de plus de vingt ans. Au cours de cette période, il a occupé divers postes de direction et des postes techniques évolutifs en tant qu'expert, et a été consultant auprès d'organisations continentales et internationales. Il a beaucoup voyagé sur le continent et a travaillé avec des gouvernements africains et des organisations panafricaines aux niveaux bilatéral et multilatéral.

Ses principaux domaines d'expertise sont la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, la criminalité transnationale organisée, le désarmement et le contrôle des armements, y compris les armes légères, les armes de petit calibre et les armes de destruction massive, le trafic d'êtres humains et de stupéfiants, les mines terrestres antipersonnel et les questions de sécurité commune et collective en Afrique. Il a été le premier expert de l'Union africaine en matière de lutte contre le terrorisme, qui a mis en place et rendu opérationnelle l'architecture de l'UA en matière de lutte contre le terrorisme et de paix et de sécurité.

M. Ewi est titulaire d'un master en études internationales sur la paix de l'Université Notre Dame à Southbend, Indiana, États-Unis d'Amérique. Il est également titulaire d'une licence (avec mention) en études sur la paix et la politique internationale de la Juniata College à Huntingdon, en Pennsylvanie, aux États-Unis d'Amérique. Ses travaux de recherche ont été publiés dans des revues à d'évaluation par les pairs et dans des chapitres de livres.

**Dr Nnenna Ifeanyi-Ajufo** est professeur de droit et de technologie à la Leeds Law School, Leeds Beckett University, Royaume-Uni. Elle est également chargée de cours de technologie et des droits humains à Ika Carr Centre for Human Rights Policy de l'université de Harvard et membre associé du programme Afrique de Chatham House, au Royaume-Uni. Son enseignement et sa recherche portent principalement sur l'intersection du droit et de la technologie, en particulier la cybersécurité, la gouvernance des technologies numériques, les droits numériques et l'État de droit dans le cyberspace. Elle préside le groupe de travail sur la cybercriminalité du Forum mondial sur la cyber-expertise (GFCE). Elle est également vice-présidente du groupe d'experts en cybersécurité de l'Union africaine (AUCSEG) et a activement conseillé la Commission de l'Union africaine (CUA) et les États membres africains sur les cadres juridiques internationaux, régionaux et nationaux existants en matière de cybersécurité, ainsi que sur la promotion de la cybersécurité dans la région. Elle est également déléguée de l'Union africaine auprès du comité ad hoc des Nations unies chargé d'élaborer une convention internationale globale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et de la communication à des fins criminelles.

Nnenna est internationalement reconnue pour son expertise dans les domaines liés au droit et à la technologie. Elle a été membre du comité directeur de l'Association de droit international sur les défis numériques pour le droit international, qui a publié un livre blanc sur les défis numériques pour le droit international. Elle a siégé aux comités éditoriaux ou consultatifs de diverses organisations et revues universitaires. En 2020, elle a été nommée parmi les 50 personnes à la tête de l'innovation juridique en Afrique, lors des « Africa Legal Innovation Awards ».

**Le général de corps d'armée (retraité) Clement Namangale** est un diplomate et un ancien commandant adjoint des forces de défense du Malawi qui a pris sa retraite avec le grade de général de corps d'armée en 2020. Il est actuellement représentant permanent adjoint à la mission permanente du Malawi auprès des Nations unies, à New York, depuis février 2021. Ses fonctions habituelles de représentation diplomatique l'amènent à traiter un large éventail de questions complexes liées à la politique, à la sécurité internationale et aux défis humanitaires et économiques dans une perspective encore plus large.

La carrière militaire de Namangale s'étend sur plus de trente ans. Il a notamment fait partie du groupe d'experts qui a rédigé et produit des documents politiques et des feuilles de route pour la mise en place de la force en attente de la CDAA et a simultanément représenté la région auprès de l'UA pour la mise en place et l'opérationnalisation de la force africaine de réserve, créée en tant qu'outil de réponse de l'architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS). Au niveau national, il a été vice-président du groupe d'experts de la task force interinstitutionnelle qui a rédigé la politique de sécurité nationale, la première du genre, lancée en 2018. Namangale a également participé à des missions d'enquête régionales qui ont fourni une analyse critique et évalué les mécanismes et initiatives de gestion des conflits sur place dans des pays tels que la Colombie, la RDC et la Somalie.

Il a participé à plusieurs programmes du CESA au Malawi, au Portugal, au Botswana et aux États-Unis et a également été maître de conférences à l'université de Mzuzu au Malawi. Il est titulaire de trois masters délivrés par diverses universités : Master en sécurité mondiale obtenu à l'université de Cranfield au Royaume-Uni, Master en gestion stratégique obtenu à l'université de Derby au Royaume-Uni et Master en études internationales obtenu à l'université de Nairobi au Kenya, entre autres diplômes.

L'**ambassadeur Dr Abdel-Fatau Musah**, a rejoint la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) après avoir occupé le poste de directeur de la division Afrique de l'Ouest du département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et du département des opérations de paix des Nations unies.

**Colonel (retraité) Dr Emile Ouedraogo** est un colonel de l'armée à la retraite, ancien ministre de la sécurité, ancien parlementaire au niveau national et régional (CEDEAO). Il est actuellement professeur adjoint de pratique au Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), à Washington DC/USA, spécialisé dans les questions liées à l'élaboration de la stratégie de sécurité nationale, à la réforme du secteur de la sécurité, à la gouvernance et au professionnalisme militaire. Depuis 2007, il a travaillé avec le CESA sur plus de 80 activités en tant que participant, animateur, modérateur, conférencier et auteur.

Il travaille également comme consultant indépendant pour le projet « Just Future » en RDC (Pays-Bas), les Nations Unies (MINUSMA), l'UA, Partners Global (USA), « Konrad Adenauer Stiftung » (KAS, Allemagne), « Friedrich Erbet Stiftung » (FES, Allemagne), DCAF (Contrôle démocratique des forces armées/Suisse) et la Commission de la CEDEAO.

Il est membre du comité exécutif du Réseau africain du secteur de la sécurité (RASS) et président fondateur de la Fondation pour la sécurité du citoyen (FOSEC), une organisation de la société civile axée sur la sécurité des citoyens et basée au Burkina Faso.

Au cours de ses trois années de mandat (2008-2011), en tant que ministre de la sécurité du Burkina Faso, il a conçu et mis en œuvre le concept de police de proximité en tant qu'approche pour traiter les questions de sécurité au niveau de la communauté.

Il a obtenu un doctorat avec mention du Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Paris, en France, sur la réforme du secteur de la sécurité et la gouvernance dans la région de la CEDEAO, ainsi qu'un master en études stratégiques de l'université d'Ibadan, au Nigeria.

La **générale de brigade Joyce Sitienei** est actuellement directeur du Centre international de formation pour le soutien de la paix. Elle est responsable de l'éducation au sein des forces de défense du Kenya. Elle est titulaire d'une licence en éducation de l'université Kenyatta, d'un master en études internationales de l'université de Nairobi et d'un diplôme de troisième cycle en études sur la paix et les conflits de l'université Africa Nazarene. Elle est une ancienne étudiante de la National Defence College du Kenya.

La générale Joyce Sitienei a occupé plusieurs postes depuis qu'elle a rejoint le service militaire, dont les principaux sont les suivants : responsable de l'éducation au sein du Women Service Corps et du 15 Kenya Rifles, instructrice et responsable de l'enseignement à distance à la Defense Forces School of Higher Education, SO2 Lessons Learnt, responsable de la conception des programmes d'études, responsable de la recherche appliquée et des plans et programmes du Col à l'IPSTC. (Centre international de formation au soutien de la paix). Elle possède une vaste

expérience en matière de formation aux méthodes pédagogiques et aux techniques d'éducation des adultes. Elle possède également des connaissances larges et une pratique étendue en matière d'élaboration de programmes d'études.

En 2001, elle a travaillé au Rwanda dans le cadre de l'Équipe de formation de l'assistance militaire du Kenya (KMATT) et entre 2002-2003 en République démocratique du Congo (Congo – Kinshasa) en tant qu'observatrice militaire. Ses décorations comprennent le Moran de l'Ordre de la Lance Ardente (MBS), les médailles des Nations Unies et d'autres médailles constitutionnelles obtenues au service du pays.

Le **général de brigade James Mwalongo** est l'actuel chef du département des services d'audit et d'inspection de l'armée de l'air de la Zambie. Il est également pilote dans l'armée de l'air zambienne et actuel chef du département d'audit et d'inspection de l'armée de l'air zambienne. Il préside également l'élaboration de la stratégie nationale du secteur de la sécurité de la Zambie.

Avant sa nomination actuelle, le général de brigade Mwalongo a occupé divers postes de commandement et d'état-major. Il a été assistant aérien (officier d'état-major principal) de deux commandants adjoints et chefs d'état-major de l'armée de l'air zambienne et assistant aérien du commandant de l'armée de l'air. Ces nominations à des postes clés et d'autres nominations au département des opérations, où il a été vice-chef des opérations et chef des opérations par intérim, ont énormément contribué à la compréhension par le général de la gestion des dépenses publiques au sein de l'armée de l'air zambienne, en particulier, et de l'armée de défense, en général.

**Dr Gary Milante** est directeur de programme et point focal pour l'initiative du Registre mondial des morts violentes (GReVD) Ses recherches portent sur la mesure et le suivi de la sécurité et du développement socio-économique par le biais de la conception d'indicateurs et de mesures, de l'économétrie appliquée, de l'analyse statistique et de la modélisation. Dr Milante utilise des approches systémiques pour faciliter l'accès des décideurs politiques et des praticiens sur le terrain aux problèmes complexes liés à l'enchaînement des réformes institutionnelles, à la conception des portefeuilles de développement, à la planification stratégique et à l'évaluation des besoins, en mettant particulièrement l'accent sur les besoins des États fragiles et touchés par des conflits. Il a travaillé pour la Banque mondiale et conseillé des institutions multilatérales (OCDE, FMI, agences des Nations unies), des organisations de la société civile et des gouvernements de pays développés et en développement.

**Dr Willene A. Johnson** est une consultante indépendante qui se concentre sur les questions liées au développement économique et financier. Ses travaux récents s'inscrivent dans le domaine de la consolidation de la paix, où les politiques économiques sont conçues pour promouvoir la cohésion sociale et la sécurité. À cet effet, elle a dirigé des ateliers sur le maintien de la paix et la reconstruction économique à l'Institut de la paix des États-Unis et anime actuellement des programmes avec des praticiens engagés dans l'élaboration de stratégies et de budgets de sécurité nationale avec le Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Ses recherches actuelles portent sur les défis économiques et sécuritaires associés au changement climatique et sur les réformes de gouvernance nécessaires à une adaptation efficace.

La Dre Johnson a travaillé avec les principales institutions consacrées au développement des pays africains, en tant que directrice exécutive américaine de la Banque africaine de développement, membre du comité des Nations unies pour la politique de développement, coprésidente du

comité régional africain de la Fondation Grameen et présidente du comité consultatif pour l'Afrique subsaharienne de la Banque américaine d'import-export. Les travaux de la Dre Johnson sur l'Afrique bénéficient de son expérience globale de l'économie et de la finance, acquise pendant vingt ans au sein du système de la Réserve fédérale, où elle a assumé des responsabilités de recherche et opérationnelles dans le domaine des devises et des marchés financiers internationaux. Attachée au pouvoir transformateur de l'éducation, Mme Johnson a été professeure auxiliaire à la Bank Street College of Education et aux Columbia et Cornell Universities, ainsi qu'administratrice de la Tuskegee University. Dre Johnson a été présidente de l'Association économique nationale et a été récemment élue membre de l'Académie nationale de l'administration publique. Elle a obtenu un doctorat en économie à l'université de Columbia.

**Le général de brigade (retraité) Elijah Mwanyika** a servi dans les forces de défense du Kenya pendant plus de 37 ans, au cours desquels il a occupé des postes de commandement, d'état-major et de formation, tant au niveau local qu'international. Il est un analyste de conflit dévoué et plein de ressources, un expert en matière de défense, de sécurité et d'opérations de soutien de la paix, doté d'une riche expérience dans les zones de conflit et les contextes internationaux multiculturels. Actuellement, Mwanyika est conseiller technique auprès de l'animateur du processus de restauration de la paix et de la stabilité dans l'est de la République démocratique du Congo (Congo – Kinshasa), mené par la Communauté d'Afrique de l'Est à Nairobi.

Mwanyika a travaillé pour les Nations unies, tant sur le terrain qu'au siège à New York. Plus précisément, il a été chargé des affaires de maintien de la paix au département des opérations de paix (New York), chef du personnel militaire à la mission des Nations unies au Soudan du Sud (UNMISS), chef des opérations et commandant adjoint du contingent kenyan à la mission des Nations unies au Soudan du Sud (UNMISS), observateur militaire et responsable DDR à la mission des Nations unies en Sierra Leone (UNAMSIL) et membre du contingent kenyan de la Force de protection des Nations unies (UNPF) en ex-Yougoslavie (FORPRONU).

Il a été directeur du Centre d'études stratégiques et de sécurité de l'Université de défense nationale du Kenya (NDU-K), chef de l'acquisition des équipements de défense et des plates-formes d'armement (chef des systèmes) au quartier général de la défense du Kenya, commandant adjoint de l'École supérieure de commandement et d'état-major des services interarmées, commandant de la capacité de déploiement rapide, commandant de l'École de soutien à la paix humanitaire (HPSS), personnel de direction principal au Centre de guerre interarmées et au Centre international de soutien à la paix.

En 2014, alors qu'il était chargé des affaires de maintien de la paix au Département des opérations de paix des Nations unies, il a soutenu l'équipe de médiation de l'IGAD à Addis-Abeba à la suite du déclenchement du conflit armé au Soudan du Sud. Il a également effectué une analyse après action (AAA) afin d'évaluer le fonctionnement des processus et procédures de gestion de crise de la Force des Nations unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) en Syrie après le confinement et la détention des forces de maintien de la paix.

Mwanyika est diplômé de la Kenya National Defense College, de la Joint Services Command and Staff College, au Royaume-Uni, et du Joint Services Command and Staff College Kenya. Il est titulaire d'un doctorat en études sur la paix et les conflits de la Masinde Muliro University of Science and Technology (MMUST), au Kenya, d'un master en études de défense de la Kings College de l'université de Londres, d'une maîtrise en paix durable dans le monde contemporain de l'université pour la paix du Costa Rica, d'un diplôme de troisième cycle en gestion stratégique,

d'un diplôme d'études stratégiques, d'un diplôme d'études internationales et d'un diplôme exécutif en gestion stratégique. Il est également titulaire d'un diplôme sur la sécurité intérieure des officiers généraux et des officiers d'état-major, délivré dans le cadre du programme de formation des cadres de la Harvard Kennedy School.

**Mme Dana L. Banks** est conseillère principale au Centre d'affaires pour l'Afrique de la Chambre de commerce des États-Unis, où elle continue à soutenir la communauté des affaires américaine dans la réalisation des 15 milliards de dollars d'engagements pris lors du Sommet des dirigeants africains des États-Unis de 2022 du président Biden. Elle a récemment été nommée directrice pour les États-Unis de la Banque africaine de développement pour un mandat de cinq ans.

Forte de plus de 24 ans de service diplomatique, Mme Banks a récemment travaillé au Conseil national de sécurité en tant qu'assistante spéciale et conseillère spéciale du président Biden pour le sommet des dirigeants africains des États-Unis de 2022 et directrice principale pour l'Afrique, où elle a été conseillère, coordinatrice et directrice de la politique États-Unis-Afrique de l'administration Biden-Harris de 2021 à 2023.

Avant sa nomination au Conseil national de sécurité, Mme Banks était directrice adjointe de la division du développement des cadres de l'école de leadership et de gestion de l'Institut du service extérieur. De 2017 à 2020, elle a été conseillère politique adjointe à l'ambassade des États-Unis en Afrique du Sud, cheffe de mission adjointe à l'ambassade des États-Unis au Togo et responsable des affaires publiques à l'ambassade des États-Unis en Tanzanie.

À Washington, Mme Banks a été directrice adjointe par intérim du secrétariat exécutif de la secrétaire d'État Hillary Clinton, haut responsable du Centre opérationnel du département d'État, assistant spécial de la secrétaire d'État adjointe pour l'Afrique, Jendayi Frazer, et chargée de mission pour le Ghana, le Bénin, le Togo et le Burkina Faso. Elle a également occupé les postes de responsable des droits humains à l'ambassade des États-Unis en Haïti et de responsable des affaires consulaires et de la diplomatie publique à l'ambassade des États-Unis en Thaïlande.

Banks est membre à vie de la Council on Foreign Relations et a été récipiendaire de nombreuses distinctions, dont le Prix d'Honneur supérieur et le Prix d'Honneur méritoire du Département d'État. Elle est également une ancienne étudiante de l'Institute for Career Advancement (2004) et une Pickering Foreign Affairs Fellow (2004).

Originaire de Philadelphie, en Pennsylvanie, Banks a obtenu une licence en sciences politiques à la Spelman College et un master en relations internationales à la Maxwell School de l'université de Syracuse.

**Dr Monde Muyangwa** est administrateur adjoint du Bureau pour l'Afrique. Elle possède plus de 25 ans d'expérience de haut niveau sur l'Afrique et les relations entre les États-Unis et l'Afrique, notamment en travaillant avec les gouvernements africains, les partenaires internationaux, la société civile, le monde universitaire et les secteurs privés américain et africain.

Dr Muyangwa a récemment occupé le poste de directeur du programme Afrique à au Woodrow Wilson International Center for Scholars, où elle a dirigé des programmes et des recherches visant à analyser et à proposer des options pratiques et réalisables pour répondre à certains des problèmes les plus critiques, actuels et futurs de l'Afrique ; à favoriser un dialogue axé sur la politique et des options pour des relations plus fortes et mutuellement bénéfiques entre les États-



Unis et l'Afrique ; et à remettre en question le discours dominant sur l'Afrique en améliorant la connaissance et la compréhension du continent aux États-Unis.

Avant de rejoindre le Wilson Center, Mme Muyangwa a été doyenne du Centre d'études stratégiques de l'Afrique à la National Defense University de 2002 à 2013. À ce titre, elle a supervisé l'ensemble des cursus et des programmes, notamment dans les domaines des études de sécurité, de la lutte contre le terrorisme et les menaces transnationales, des relations civilo-militaires, de l'économie de la défense et de la gestion des ressources, ainsi que de la gestion des conflits. Elle a également été professeur de relations civilo-militaires au Centre d'études stratégiques de l'Afrique de 2000 à 2003. De 1997 à 2000, elle a travaillé comme directrice de la recherche, puis comme vice-présidente chargée de la recherche et de la politique au Sommet national sur l'Afrique. En 1996, elle a travaillé comme directrice des programmes d'éducation internationale à la New Mexico Highlands University à Las Vegas, au Nouveau-Mexique. La Dre Muyangwa a également travaillé en tant que consultante en développement et en égalité des sexes sur un large éventail de projets de développement en Afrique australe dans les domaines de l'éducation, du logement, de la santé et de la nutrition.

Elle a également siégé au Conseil d'administration de Freedom House, au Conseil d'administration de la Fondation Elizabeth Glaser pour le SIDA pédiatrique, au conseil consultatif international d'Afrobarometer et au conseil consultatif de l'indice Ibrahim de la gouvernance africaine, un projet de la fondation Mo Ibrahim.

Muyangwa est titulaire d'un doctorat en relations internationales et d'une licence en politique, philosophie et économie de l'Université d'Oxford, ainsi que d'une licence en administration publique et économie de l'Université de Zambie. Elle a été lauréate d'une bourse Rhodes, d'une bourse Wingate et a été le porte-parole de sa classe à la remise des diplômes de l'université de Zambie.

**Mme Melanie Harris Higgins** s'occupe notamment de l'engagement politique des États-Unis en Afrique australe ainsi que des programmes régionaux de paix et de sécurité dans toute l'Afrique subsaharienne. Elle est membre permanente du Senior Foreign Service, avec rang de ministre conseiller, et a récemment achevé une mission en tant qu'ambassadrice des États-Unis auprès de la République du Burundi pour la période 2021-2023.

De 2018 à 2020, elle a été directrice du bureau des affaires d'Afrique centrale (AF/C). Elle avait d'abord occupé les fonctions d'officier principal et de consul général au consulat général des États-Unis à Auckland, en Nouvelle-Zélande, et de chef de mission adjoint à l'ambassade des États-Unis à Port Moresby, en Papouasie-Nouvelle-Guinée. L'Ambassadrice Higgins a également travaillé dans les ambassades des États-Unis en Indonésie, en Bosnie-Herzégovine, en Australie et au Cameroun, ainsi qu'au Centre opérationnel du département d'État, en tant que conseillère intérimaire en affaires publiques au bureau des affaires de l'Asie de l'Est et du Pacifique, et en tant que responsable du bureau de Thaïlande.

L'Ambassadrice Higgins a rejoint le service extérieur en 1998 et est mariée à un agent spécial de sécurité diplomatique. Elle parle indonésien et français, a étudié à l'université Johns Hopkins et a obtenu un master à la Nitze School of Advanced International Studies (SAIS).

**Mme Maureen Farrell** est ministre déléguée à la défense pour les affaires africaines. À ce titre, elle est la principale conseillère des hauts responsables du Département de la Défense des États-

Unis pour toutes les questions politiques relatives à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies et de plans de défense pour le continent africain, à l'exclusion de l'Égypte. Dernièrement, elle a été directrice des affaires africaines au Conseil national de sécurité, chargée des questions de défense et de sécurité, de la Corne de l'Afrique et de la politique numérique et cybernétique.

Mme Farrell était auparavant directrice adjointe du bureau de liaison du Commandement des États-Unis pour l'Afrique à Washington. Elle a également travaillé au sein du bureau de l'attaché principal d'administration du ministère de la Défense, où elle a fourni des conseils en matière de politique organisationnelle et soutenu les initiatives de réforme à l'échelle du département.

Avant de rejoindre le département de la défense, Mme Farrell a dirigé des programmes d'assistance à la sécurité au sein du bureau des affaires africaines du département d'État et a soutenu les programmes des forces de police en matière de lutte contre le terrorisme au sein du bureau de lutte contre le terrorisme du département d'État. Elle a également été partenaire de mise en œuvre de l'Agence américaine pour le développement international dans le secteur de la démocratie et de la gouvernance. Dans le cadre de ces fonctions, elle a effectué de nombreuses missions en Somalie, à Djibouti, au Kenya, en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Au début de sa carrière, Mme Farrell a mené des recherches originales en sciences sociales à l'appui de plusieurs commandements de combat et a formé des équipes d'affaires civiles déployées dans la Corne de l'Afrique.

Mme Farrell est titulaire d'un master en études de sécurité de l'université de Georgetown et d'une licence en études africaines et en anthropologie de l'université de Northwestern.